L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 17 JANVIER 1859.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
EDITEURS-PROPRIETAIRES
G. F. WEISSE. E. DUFOUR.
E. DUVERGER. S. HARBY.
Rue de Chartres, No 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI MATIN, 17 JANVIER.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine." à raison de 25 cents pour les six numéros.

On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Hoche & Learmont, 77, Chartres—Habillements d'hiver, chemises, cosquettes, &c.

Par Francis Farnandez, au coin des rues Amour et Français—Grocerie et installations.

Par Placide J'Spear, à 10 heures, 82, rue de Chartres, marchandises sauvées.

Bulletin Européen.

Au point de vue politique comme au point de vue commercial, les journaux et correspondances d'Europe arrivés fort en retard, par l'*America* et par l'*Africa*, qui nous sont parvenus hier matin, ne fournissent aucun fait saillant qui n'ait été antérieurement signalé par le télégraphe ; mais ils produisent sur quelques-uns d'entre eux, laconiquement exposés, des détails qui les éclairent et les expliquent.

En Angleterre, l'attention est toujours vivement excitée par le mouvement de la réforme dont MM. Bright et Milner Gibson sont les deux apôtres. Dans un meeting qui a été tenu à Manchester, MM. Bright et Gibson ont parlé devant plus de 4000 personnes et au milieu des plus vifs applaudissements.

L'assemblée a voté une résolution qui approuve la conduite des deux orateurs et condamne le rejet de leurs candidatures à Manchester en 1857. Voici quelques passages du discours de M. Bright :

Quand je jette les yeux autour de moi, a-t-il dit, quand je contemple la grandeur de cette salle et l'imposante assemblée qu'elle contient, je sens en moi s'affermir mon espoir et ma confiance, et je puise une force nouvelle pour toutes les luttes que je puis avoir à soutenir dans la suite. (Bravos !) Je ne sais disposé, ni à vouloir gêner la prérogative de la couronne, ni à m'attaquer à la chambre des pairs ou à restreindre ses privilèges en aucune manière constitutionnelle. Nous savons, tout le monde le sait, qui ne le sait mieux que les pairs, qu'une chambre législative héréditaire ne saurait être une institution permanente dans un pays libre. Nous croyons qu'une institution pareille doit, par la suite des temps, subir une profonde modification.

Quant à la chambre des communes, si vous voulez qu'elle soit élue par des individus qui soient véritablement libres dans le vote du peuple, sait-il quelqu'un qui puisse dire qu'il en soit ainsi, quand cinq hommes sur six qu'il rencontrera, au moment où par chaque comté, n'ont pas plus de part dans l'élection d'un membre du parlement que s'ils vivaient dans l'Amérique du Nord ou dans l'Afrique du sud.

Ce n'est pas à vous seulement que je parle du haut de cette estrade, a-t-il ajouté ; je parle à tous mes compatriotes. S'ils veulent la réforme, s'ils me jugent loyal, s'ils ont confiance en moi, avec qui je suis uni depuis 20 ans, s'assemblant dans leurs cités, dans leurs villes, dans leurs villages, dans leurs paroisses de campagne même, ou se formant par chaque comté, en un mot dans toutes les parties de la patrie, et, joint intimement, qu'ils se réunissent et qu'ils parlent, qu'ils adoptent des résolutions et qu'ils pétitionnent sur ce objet ; cependant, s'ils font cela, je crois pouvoir leur promettre qu'ils ne tarderont pas à conquérir la plénitude et le libre exercice de ces droits politiques de sont pas moins nécessaires à leurs intérêts nationaux que compatibles avec les principes de leur constitution tant aimée.

Ces citations suffiront peut-être à donner une idée du sentiment, du ton, de la chaleur qui animent ce discours.

On a cherché à atténuer beaucoup l'importance du complot irlandais; quelques journaux sont même allés jusqu'à prétendre que ce complot n'était qu'une combinaison, un pur machiavélisme, pour détourner l'attention publique des progrès que faisaient dans l'opinion du peuple anglais les doctrines des réformateurs. Ces deux incidents, également graves, ne détournent pas la sollicitude de l'Angleterre à l'endroit de l'Inde.

On lit à ce sujet dans un journal français, le *Ministère de la Presse* :

"L'Angleterre se prépare avec une persistance remarquable à entamer une nouvelle campagne dans l'Inde. Des troupes ont été envoyées de Chine, de Ceylan, de Maurice, du Cap, de Natal. toutes les colonies anglaises ont donné leurs hommes disponibles, et les arrivages d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie ne semblent point devoir être discontinués, à Calcutta.

"C'est dans les premiers jours de novembre que lord Clyde doit commencer ses opérations, qui seront principalement dirigées sur le royaume d'Oude.

Voici quelques passages de la récente proclamation de lord Clyde ; ils montrent l'énergie de ses résolutions :

"Le commandant en chef proclame au peuple d'Oude que sous les ordres du très honorable gouverneur-général il arrive pour faire rentrer la loi.

"Pour le mettre à même d'arriver à ce but sans aucune atteinte à la vie ou à la propriété, toute résistance doit cesser de la part du peuple.

"La discipline la plus sévère sera conservée dans les rangs pendant la marche ; et là où il n'y aura pas résistance, les maisons et les récoltes seront épargnées, et le pillage ne sera permis ni dans les villes ni dans les villages.

"Mais partout où il y aura résistance ou même un seul coup de feu tiré, la proclamation du 3 mars dernier devra s'attendre à toutes les conséquences auxquelles ils se seront eux-mêmes exposés.

"Leurs maisons seront brûlées et leur village pillés.

"Cette proclamation s'adresse à tous les rangs du peuple, des Talookdars aux plus pauvres Ryots.

"Le commandant en chef invite toutes les personnes bien disposées à rester dans leurs villes et dans leurs villages, où elles seront assurées de sa protection contre toute violence.

"Personne ne fait doute, ajoute le journal, que nous citons plus haut, que le sort de la campagne, aujourd'hui commencée, ne soit favorable aux armes britanniques ; mais suffira-t-elle pour faire poser les armes aux derniers rebelles ? *That is the question*, et nous aimons à espérer attendre le récit satisfaisant des événements que de nous hasarder à le résoudre."

Le *Moniteur* français a publié le rapport du ministre des Finances, sur la situation financière du pays, à propos du budget de 1860 en préparation. Voici quels sont les principaux points qui ressortent de ce document :

Le ministre rappelle que les résultats favorables annoncés par ses précédents rapports ont été pleinement confirmés par les faits.

Le budget de 1858 présente un excédant de recettes de 30 millions. Les produits actuellement réalisés dépassent de 75 millions les ressources prévues.

L'exercice de 1859 est établi avec un excédant de recettes de 8 millions. Les revenus réalisés en 1858 dépassent déjà de 23 millions les recettes prévues pour 1859.

Le budget de 1860 apportera des améliorations aux traitements des petits employés et de la magistrature. Il réutilisera encore 20 millions à l'amortissement et aux travaux.

Les sommes consacrées à la dotation de l'armée et la rentrée des impôts ont permis, depuis le mois de février, le remboursement de 140 millions représentés par des bons du trésor. Les fonds des caisses d'épargne s'élèvent à 336 millions, dont 197 ont été versés dans les caisses de l'Etat.

Les ressources du trésor, notamment celles que conserve la Banque de France, permettraient de rembourser 300 millions, sans recourir au crédit.

La mesure croit nécessaire de réduire le maximum exigé pour les dépôts dans les caisses d'épargnes, afin de faire reporter l'argent sur les fonds publics. Il convient, un projet en ce sens au Conseil d'Etat.

L'amortissement sera porté en 1860 à 60 millions ; M. Magne espère l'élever en 1861 jusqu'à 80 millions. Il propose que depuis lors les revenus publics ont été augmentés de 220 millions et il demande les améliorations financières et administratives introduites par le gouvernement dans la gestion des affaires.

Le bilan de la Banque de France, arrêté au 10 décembre, présente une augmentation de 24 millions sur le mois précédent. Il mentionne 875 mille francs sur les sommes faites sur dépôts d'actions et de fonds publics, de 36 millions 765 mille francs sur le compte du Trésor, et de 14 millions 500 mille francs sur les comptes des particuliers.

Le portefeuille a subi une réduction de 3 millions, les billets en circulation, de 3 millions 500 mille francs.

Voici de quelle manière le journal officiel des Etats-unis raconte les fêtes qui ont eu lieu à Gênes, le 10 décembre, à l'occasion de la fête d'Origène, anniversaire de l'émancipation des Antrichiènes, en 1746.

Depuis quelques jours, l'autorité locale de Gênes était prévenue que l'on voulait tirer parti de l'anniversaire du 10 décembre 1746 pour provoquer des désordres. Les articles de certains journaux, dont le but évident était d'émotionner les citoyens, et les manifestes imprimés que l'on répandait à foison dans la ville ne laissaient que confirmer ces soupçons. L'autorité décida donc de ne point mettre d'autre démonstration que celle d'une pieuse religieuse dans la célébration d'événements qui eut lieu en effet dans l'ordre le plus parfait.

Vers sept heures du soir, un rassemblement d'ouvriers et d'étudiants venant du quartier populeux de Portoria se rendit dans la Portoria, quartier qui, par ses rues étroites, par le peuple qui l'habite, et à cette heure, était désert, se prêtait aux démonstrations hostiles. Sur la place de l'Annunziata, le cortége s'arrêta, fut invité à se dissoudre ; mais les citoyens qui se trouvaient à la partie antérieure leur intimèrent de continuer leur route ; ceux qui se trouvaient à la partie postérieure prétendaient, et alors un bref échange d'explications s'effectua. Quelques uns croyaient que les étudiants n'ont reçu de l'argent que pour faire du bruit dans la Portoria seulement.

Ceux qui le pouvaient le prévoir, les étudiants en entrant dans la Nouvelle rue à la queue de nouveau, et dans la rue Balbi ils rencontrèrent les gardes de la santé publique, qui leur défendirent formellement de continuer leur chemin. Ici eut lieu une mêlée, dans laquelle on doit malheureusement déplorer la mort d'un pauvre ouvrier maçon qui se trouvait dans cet endroit par hasard.

Le gouvernement du roi, après avoir pris des informations nécessaires, a jugé que la responsabilité de ces événements doit retomber tout entière sur le Municipalité qui n'a pas exécuté les ordres formels qu'il avait reçus, a adopté à son égard une mesure sévère, et a ordonné une enquête.

La *Gazette piémontaise* fait suivre l'exposé qui précède de la publication d'un décret royal, portant que l'intendant de la question de police) de Gênes, est révoqué de ses fonctions.

La question de l'émigration des noirs paraît devoir être loin de se résoudre dans le sens des vœux et des démarches de l'Angleterre. On annonce au contraire, qu'un contrat a été signé entre le ministre de la marine et une maison de Marseille, pour l'engagement, à dater du 1er janvier 1863, de 20,000 Africains libres, aptes aux travaux agricoles de la Guadeloupe et de la Martinique. Des contrats semblables auraient été signés entre le prince Napoléon et d'autres maisons.

On a reçu d'Espagne la nouvelle que l'amiral Riguelt de Gencouilly atterd 2,000 Espagnols et Tagales, pour marcher à la rencontre de l'armée annamite, qui se compose de 12,000 hommes. On ne doute pas du succès de l'expédition et de la prise de Hué, capitale de la Cochinchine.

Le grand duc de Constantin, voyageant sous le nom de amiral Romanoff, est venu passer quelques jours à Paris. Il en est reparti pour se rendre en Russie où le rappelle la maladie sérieuse de l'impératrice mère.

PROCES MONTALEMBERT. — Nous publierons demain le compte-rendu des débats qui ont eu lieu devant la Cour impériale dans l'affaire en appel de M. de Montalembert. M. Dufaure a parlé le premier ; le procureur-général, M. Chaix-d'Est-Ange, lui a répondu, et M. Berryer a répliqué. Ces débats n'ont pas eu moins d'éclat que ceux dont la police sorbonnelle a été récemment le théâtre.

Procès Montalembert.

COUR D'APPEL DE PARIS.—AUDIENCE DU 21 DÉCEMBRE.

Liberté.

" Considérant que si la loi confère aux citoyens le droit de discuter les lois et les actes du gouvernement, les lois sur la presse défendent et punissent l'attaque contre les principes fondamentaux du gouvernement, les outrages publics, contre l'autorité du chef de l'Etat, les attaques contre le respect dû aux lois et les excitations à la haine et au mépris du gouvernement;

" Considérant que dans l'article du *Correspondant* intitulé : *Du devoir d'aider nos Frères anglais*, publié dans la livraison du *Correspondant* du 25 octobre 1858, consacré à l'examen d'une question de politique extérieure, et dans plusieurs passages sur la France empruntés d'ameriume et d'un esprit de dénigrement dans lesquels l'auteur s'applique à rabaisser le pays, ses lois et son gouvernement; que dans ledit article on trouve des attaques contre le respect dû aux lois et à l'inviolabilité du vote national sont consacrés, notamment aux pages 215 et 252, où notre législation est signalée " comme ne laissant aucune garantie de la sincérité du vote et par permission, sous la salutaire terreur d'un avertissement d'en haut, pour peu qu'on ait la témérité de rechercher les idées de l'autorité ou celles du vulgaire, et encore comme rendant impossible la discussion quotidienne entre des organes libres de quelque importance, et celui qui tient le droit de tout-dire et seraient toujours conduits plus ou moins involontairement à attirer leurs adversaires dans le piége de la terreur et d'un " bâillon officiel " ;

" Attaque dont la publication dans un journal qui a été dénoncé à l'opinion publique constitue le délit prévu et réprimé par l'article 3 de la loi du 27 juillet 1849;

" Que dans ledit article, du même article et aux pages ci-après mentionnées, on trouve encore des excitations à la haine et à mépris de la constitution et du gouvernement établi, délit prévu par l'article 4 du décret du 11 août 1848 ;

" Que notamment aux pages suivantes : Page 205, où l'auteur déclare " que quand le " marasme le gagne et quand il a tout usé sur " le poids d'une atmosphère chargée de bêtise, de mesquinerie et de corruption, il court respirer un air plus pur et prendre un bain de " vie dans la libre Angleterre " ;

" Page 206, où la France est signalée comme ayant répudié les libertés politiques et " municipales que l'Angleterre a conservées " au Canada ;

" Page 361, où les Français sont comparés par insinuation " à un troupeau docilement " bêlant, et à un troupeau de moutons dont le silencieux ombrage d'une énervante sécurité " ;

" Pages 360, 361 et 362, où l'on donne à entendre que " la France subit une humiliante " tutelle et est privée du règne des droits, de " la liberté et de la dignité ;

" Sur le chef d'attaque contre le suffrage universel et contre les droits et l'autorité que l'empereur tient de la Constitution ;

" Considérant que la prévention n'est pas suffisamment établie ;

" Considérant que les délits résultant, à la charge de Montalembert, de la publication de l'article incriminé dans le numéro du *Correspondant* du 25 octobre 1858, qui a été mis en vente et distribué, ont été mal qualifiés par les premiers juges ; qu'à tort le jugement dont est appel a déclaré le comte de Montalembert auteur principal des délits dont a été chargé et commis par Dominici, gérant du *Correspondant* ;

" Considérant que le délit commis par la voie de la presse, la publication d'où dérive le dommage et sans laquelle il n'y a pas lieu à poursuites, ne peuvent être considérés comme le délit principal; que particulièrement à l'égard des journaux politiques cautionnés, et ...ant des gérants responsables, l'article 8 de ...u du 18 juillet 1828, sur les journaux, déclare les gérants des journaux spécialement responsables de tous les articles qui y sont insérés, les journaux qu'ils dirigent et personnifient, en conservant la faculté de diriger des poursuites contre les auteurs, alors qu'ils ont volontairement consenti à l'insertion en fournissant les moyens de l'effectuer;

" Considérant que le comte de Montalembert reconnaît avoir composé et remis à Dominici, pour le publier, l'article objet du procès;

" Qu'ainsi il a sciemment donné à Dominici le moyen de commettre les délits résultant de la publication dudit article, et s'est rendu complice de complicité des deux délits ci-dessus spécifiés;

" Qu'en conséquence il y a lieu de faire au comte de Montalembert application des articles 4 du décret du 11 août 1848, 3 de la loi du 27 juillet 1849, 58 et 60 du code pénal et de l'article 366 du code d'instruction criminelle;

" Considérant que l'un des délits étant écarté, il y a lieu de réduire la peine prononcée contre le comte de Montalembert ;

" La cour a mis et met l'appellation au néant;

" Cependant ce dont est appel, renvoie le comte de Montalembert des fins de la plainte en ce qui concerne le chef d'attaque contre le principe du suffrage universel et contre les droits et l'autorité que l'empereur tient de la constitution;

" Réduit à trois mois l'emprisonnement prononcé contre le comte de Montalembert, maintient l'amende de 3,000 fr. prononcée par les premiers juges; condamne le comte de Montalembert aux frais de première instance et d'appel ;

" Fixe à une année la durée de la contrainte par corps qui pourra être exercée pour le recouvrement de l'amende et des frais."

L'ARMÉE COCHINCHINOISE — Voici, dit un journal de Paris, une curieuse description des armes et des usages militaires des Cochinchinois :

"C'est le chef militaire de l'Etat qui, en Cochinchine, fournit les armes à l'armée : elles consistent en un fusil, une baïonnette, une lance, une longue pique et un bâton double, formé de deux bâtons égaux d'un bois très dur attachés d'un à l'autre par un des bouts, au moyen d'un faisceau de chevaux inséré dans l'intérieur. C'est, dit-on, une arme fort dangereuse entre des mains habiles.

"Une autre arme très redoutable, et particulière à la Cochinchine, est la lance à *feu*. C'est une espèce de fusée qui sert à piquer préalablement pour mettre le feu à ses ennemis; elle est composée d'une matière assez semblable à celle du feu grégeois. On la fait partir au moyen d'un bambou long de deux ou trois mètres, et renforcé par du rotin fendu dont on l'enveloppe. Quand on veut en faire usage, on la place au bout d'un fusil ou d'une pique d'abordage ; la fusée est fixée à l'extrémité supérieure ; trois ou quatre balles explosives sont lancées successivement et régulièrement à une distance considérable, avec un bruit plus fort que celui d'un pistolet, chargé d'une seule balle. Ce temps suffisant pour viser l'objet. Le feu ne peut s'éteindre, hormis dans la terre, et s'attache à toutes les substances inconnues, lorsqu'il a des points de contact. La fabrication de ces lances est, dit-on, un secret que les Cochinchinois ne veulent livrer à personne.

"Les instruments militaires dont se servent les Cochinchinois pour s'exciter au combat sont des tambours semblables à ceux d'Europe, auxquels on joint des tambours de basque, des gongs, diverses espèces de hautbois, des cymbales, et deux morceaux de bois sonore qu'on frappe l'un contre l'autre. La musique qu'ils produisent n'est pas fort agréable, mais elle est bruyante et marque la mesure avec une assez grande précision.

"Les officiers dirigent et commandent les évolutions avec de petits étendards, dont la couleur, suivant la direction exprimée par ordres, donne le signal. Le combat, les officiers ne sont point à la tête de leurs troupes ; le capitaine est à la tête de toute la compagnie, le colonel à la tête de son régiment, et le général en chef, le campement, le placement et le bataillement de l'armée dans un ordre quelconque dirigent suivant les principes servant à la tactique. Il faudrait ajouter que le maniement des armes paraît très-compliqué, et que les différentes évolutions à opérer et l'ordre de bataille sont sous les dispositions avec les brillantes qualités militaires des Européens.

TEXAS.—Nous avons reçu hier des journaux de Texas jusqu'au 15 courant. Ils ne contiennent aucun document de nature à intéresser le public. M. G. H. Sargent, rapporteur de la Cour Suprême, a été désigné en ce moment à Huntsville pour composer le jury du grand jury. Il a été remplacé par M. Hodgson, et M. Bell, d'Orléans. La compagnie se constituera sous ce nom : "Southern Texas and New-Orleans Steamship Company."

MISSISSIPPI.—La législature du Mississippi, qui s'est réunie le 3 courant, a élu le gouverneur Pettus, sénateur des Etats-Unis, en remplacement de M. Charles E. Hooker, dont le mandat expire le 4 mars prochain.

SQUATTER.—Nous lisons dans une dépêche télégraphique datée de Princetown, le 9 janvier :

"La barque *Ann*, arrivée ici de Payal, a ramené Wm. Kennedy, le seul marin échappé au naufrage déjà connu du navire *Margaret Tyson*, allant de New-York à San Francisco.

"Kennedy déclare que le *Tyson* chavira un samedi soir, sans pouvoir préciser ni la date ni la latitude. L'épave continua à flotter jusqu'au dimanche matin et le capitaine dit alors à son équipage de songer au salut; quant à lui il était décidé à couler avec le navire. Sur six embarcations qu'il y avait à bord, trois avaient été défoncées dans le sinistre; deux autres furent brisées en les lançant; la sixième seule fut mise heureusement à l'eau, mais elle chavira presque aussitôt, avec cinq hommes qui s'y étaient jetés. Kennedy était un des cinq; grâce à une corde, il parvint à regagner le navire; puis de là, il aidegnit à la nage la cabine qui s'en était détachée.—Quatre compagnons d'infortune s'y étaient d'abord réfugiés avec lui; mais tous succombèrent successivement. Ce fut seulement au bout de 17 jours que le dernier survivant fut enfin rencontré et recueilli."

DÉPART DE DIPLOMATES.—M. Wm. C. Preston, ministre des Etats Unis à la cour de Madrid, et M. JONATHAN GLANCY JONES, ministre américain à Vienne, étaient au nombre des passagers du steamer *Fulton*, qui a quitté le port de New-York le 8 de ce mois.

CHRONIQUE LOCALE.

MORTS SUBITES.—Les officiers Bulloss et Ross en passant dans la rue de Chartres, samedi, entre six et sept heures du matin, s'aperçurent que la porte du magasin de grai...ries tenu par M. de Sordy était ouverte; une faible lumière brillait dans le fond. Les officiers entrèrent dans l'appartement et trouvèrent M. Sordy étendu sur un lit et rendant le dernier soupir. M. S. était atteint d'une maladie pulmonaire.

—A la même heure, l'officier McCloskey a trouvé et fait transporter dans une maison de la rue Dryades une négresse qui avait des crises au coin des rues Perdido et Driades. Elle est morte peu après qu'on l'eut déposée dans une chambre. Il paraît qu'elle s'était adonnée à la boisson.

Le coroner a tenu les deux enquêtes.

ENLÈVEMENT D'ESCLAVE.—Le shérif du comté de Mobile est arrivé ici, samedi, de Baton Rouge. Il conduit dans l'Alabama James Mahaway que le gouverneur de cet dernier Etat a fait réclamer et qui est accusé d'avoir enlevé un esclave.

INCENDIE.—La boulangerie de M. J. L. Pelagrin, située à l'encoignure des rues Peydras et Clara, a brûlé samedi matin. La perte est d'environ mille piastres. La propriété était assurée pour quatorze cents piastres.

PROCÈS RETIRÉ.—Le procès en libelle intenté par Dr Warrington, (chirurgien du steamship *Empire City*) pour un communiqué au sujet de la Maison de Santé des frères Armand Mercier, rue du Cirque, a été retiré.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur la " carte " que publie le Dr Warrington dans le journal de ce matin.

CINQUIÈME COCK.—L'affaire "A. W. Walton et J. S. Cucullu" (pour dommages à cause de dommages) a été décidée, samedi, par le juge Eggleston, en faveur du demandeur auquel il alloue cinq mille trois cents piastres.

Le demandeur déclarait qu'il avait acheté, du défendeur une habitation et cinquante-huit esclaves qui lui avaient coûté $135,000; qu'il était, depuis, prouvé que plusieurs des esclaves avaient les vices et les maladies contre lesquels l'acte de vente le garantissait.

Le défendeur répondait que la vente avait eu lieu après que les esclaves eussent été examinés publiquement et avec soin ; que ces esclaves avaient des vices et des maladies, les dits avaient contractés après l'achat.

LES RECORDENS.—Richard Fennell que l'officier Kelly a trouvé, hier, en train de recueillir des idées (et d'autre chose) et a distribué, constitue le délit prévu et réprimé par l'article 3 de la loi du 27 juillet 1849;

" que dans ledit article, du même article et aux pages ci-après mentionnées, on trouve encore des excitations à la haine et à mépris de la constitution et du gouvernement établi, délit prévu par l'article 4 du décret du 11 août 1848 ;

" Considérant que les délits résultant, à la charge de Montalembert, de la publication de l'article incriminé dans le numéro du *Correspondant* du 25 octobre 1858, qui a été mis en vente et distribué, ont été mal qualifiés par les premiers juges ; qu'à tort le jugement dont est appel a déclaré le comte de Montalembert auteur principal des délits dont a été chargé et commis par Dominici, gérant du *Correspondant* ;

" Considérant que le délit commis par la voie de la presse, la publication d'où dérive le dommage et sans laquelle il n'y a pas lieu à poursuites, ne peuvent être considérés comme le délit principal; que particulièrement à l'égard des journaux politiques cautionnés, et ...ant des gérants responsables, l'article 8 de ...u du 18 juillet 1828, sur les journaux, déclare les gérants des journaux spécialement responsables de tous les articles qui y sont insérés, les journaux qu'ils dirigent et personnifient, en conservant la faculté de diriger des poursuites contre les auteurs, alors qu'ils ont volontairement consenti à l'insertion en fournissant les moyens de l'effectuer;

" Considérant que le comte de Montalembert reconnaît avoir composé et remis à Dominici, pour le publier, l'article objet du procès;

" Qu'ainsi il a sciemment donné à Dominici le moyen de commettre les délits résultant de la publication dudit article, et s'est rendu complice de complicité des deux délits ci-dessus spécifiés;

" Qu'en conséquence il y a lieu de faire au comte de Montalembert application des articles 4 du décret du 11 août 1848, 3 de la loi du 27 juillet 1849, 58 et 60 du code pénal et de l'article 366 du code d'instruction criminelle;

" Considérant que l'un des délits étant écarté, il y a lieu de réduire la peine prononcée contre le comte de Montalembert ;

" La cour a mis et met l'appellation au néant;

" Cependant ce dont est appel, renvoie le comte de Montalembert des fins de la plainte en ce qui concerne le chef d'attaque contre le principe du suffrage universel et contre les droits et l'autorité que l'empereur tient de la constitution;

" Réduit à trois mois l'emprisonnement prononcé contre le comte de Montalembert, maintient l'amende de 3,000 fr. prononcée par les premiers juges; condamne le comte de Montalembert aux frais de première instance et d'appel ;

" Fixe à une année la durée de la contrainte par corps qui pourra être exercée pour le recouvrement de l'amende et des frais."

L'ARMÉE COCHINCHINOISE — Voici, dit un journal de Paris, une curieuse description des armes et des usages militaires des Cochinchinois :

"C'est le chef militaire de l'Etat qui, en Cochinchine, fournit les armes à l'armée : elles consistent en un fusil, une baïonnette, une lance, une longue pique et un bâton double, formé de deux bâtons égaux d'un bois très dur attachés d'un à l'autre par un des bouts, au moyen d'un faisceau de chevaux inséré dans l'intérieur. C'est, dit-on, une arme fort dangereuse entre des mains habiles.

"Une autre arme très redoutable, et particulière à la Cochinchine, est la lance à *feu*. C'est une espèce de fusée qui sert à piquer préalablement pour mettre le feu à ses ennemis; elle est composée d'une matière assez semblable à celle du feu grégeois. On la fait partir au moyen d'un bambou long de deux ou trois mètres, et renforcé par du rotin fendu dont on l'enveloppe. Quand on veut en faire usage, on la place au bout d'un fusil ou d'une pique d'abordage ; la fusée est fixée à l'extrémité supérieure ; trois ou quatre balles explosives sont lancées successivement et régulièrement à une distance considérable, avec un bruit plus fort que celui d'un pistolet, chargé d'une seule balle. Ce temps suffisant pour viser l'objet. Le feu ne peut s'éteindre, hormis dans la terre, et s'attache à toutes les substances inconnues, lorsqu'il a des points de contact. La fabrication de ces lances est, dit-on, un secret que les Cochinchinois ne veulent livrer à personne.

"Les instruments militaires dont se servent les Cochinchinois pour s'exciter au combat sont des tambours semblables à ceux d'Europe, auxquels on joint des tambours de basque, des gongs, diverses espèces de hautbois, des cymbales, et deux morceaux de bois sonore qu'on frappe l'un contre l'autre. La musique qu'ils produisent n'est pas fort agréable, mais elle est bruyante et marque la mesure avec une assez grande précision.

"Les officiers dirigent et commandent les évolutions avec de petits étendards, dont la couleur, suivant la direction exprimée par ordres, donne le signal. Le combat, les officiers ne sont point à la tête de leurs troupes ; le capitaine est à la tête de toute la compagnie, le colonel à la tête de son régiment, et le général en chef, le campement, le placement et le bataillement de l'armée dans un ordre quelconque dirigent suivant les principes servant à la tactique. Il faudrait ajouter que le maniement des armes paraît très-compliqué, et que les différentes évolutions à opérer et l'ordre de bataille sont sous les dispositions avec les brillantes qualités militaires des Européens.

TEXAS.—Nous avons reçu hier des journaux de Texas jusqu'au 15 courant. Ils ne contiennent aucun document de nature à intéresser le public. M. G. H. Sargent, rapporteur de la Cour Suprême, a été désigné en ce moment à Huntsville pour composer le jury du grand jury. Il a été remplacé par M. Hodgson, et M. Bell, d'Orléans. La compagnie se constituera sous ce nom : "Southern Texas and New-Orleans Steamship Company."

MISSISSIPPI.—La législature du Mississippi, qui s'est réunie le 3 courant, a élu le gouverneur Pettus, sénateur des Etats-Unis, en remplacement de M. Charles E. Hooker, dont le mandat expire le 4 mars prochain.

FEUILLETON.

LE MENAGE LAMBERT.

III.

Lambert, en voyant sa femme renversée à ses pieds, en entendant sortir du fond de son cœur cette supplication suprême, eut un frisson glacial courir dans ses veines. Son regard s'anima ; une sévérité sombre couvrit son visage d'un nuage de plomb, et se baissant pour relever Antoinette, il lui dit :

—Tu vas bientôt mourir..... et, pourquoi donc ? N'as-tu pas une jeune que moi ? n'as-tu pas un corps plus robuste que le mien ? Mourir !..... répète-le-donc.

—Ah ! je suis..... mère !

—Mais ton fils ne t'est pas ravi pour toujours ; tu peux encore le suivre, il a ses voyages, et Dieu, je l'espère, le ramènera plus digne de ta tendresse.

—Antoine m'appelle ! ..... abandonné, malheureux, errant dans la misère ! Non, non, cela ne se peut pas ; Dieu que tu invoques, Dieu le défend.

—Pourquoi cela ?

—Parce que la vie de cet enfant ne t'appartient pas ! Tu n'as pas le droit d'en disposer.

Lambert sourit de nouveau, mais, cette fois, avec mélancolie.

—Ecoute moi, Lambert, interrompit Antoinette avec fer ; écoute-moi sans m'interrompre ; seulement, si ce que je vais te raconter t'indigne et te révolte au point de ne pouvoir plus me pardonner, écrase moi sous tes pieds, là, ici même, à cette place..... ce sera bien fait, je ne pourrai pas m'en offenser, non, je te bénirai de mes deux mains !

La Fevre de Louis Lambert se couvrit d'une pâleur livide.

—Quoi, serait-il paris dont il dit-il avec effort et d'une voix basse.

—Tu sais que les premières années de notre mariage furent stériles. Je désirais devenir mère ; je demandais à Dieu, comme une faveur suprême, qu'il daignât combler nos désirs. Ce fut en vain ; nos années s'écoulaient tristes et sans fruits. Vous étiez jaloux de votre nom, disiez-vous, et vous vouliez un fils, un fils de votre sang, qui pût vous succéder dans votre maison de commerce. Dans l'ennui, dans la douleur, je voulus tenter un dernier effort, et je priai Dieu de m'accorder un enfant. Il m'exauça ; mais, hélas ! mon fils, qui devait être le bonheur de ma vie, n'a été que mon supplice. Ah ! je devine bien que le ne suis plus rien pour toi ; ainsi venge ton nom.

—Non, je ne veux pas ! s'écria Lambert, hors de lui, reculant à quelques pieds de sa femme, épouvantée de l'expression de sa physionomie. Non, je ne veux pas ! Tu ne mourras pas ainsi, tu ne mourras pas, entends-tu ? Ah ! je devine bien ! Tu as voulu me tromper, me jouer, me faire croire à ton repentir, à ton amour, pour me tuer ainsi, et te venger de moi ! Mais, non, non ! tu n'as pas fait cela, tu ne le feras pas ! Tu ne mourras pas, tu vivras, tu vivras pour me faire souffrir, pour me faire expier mon crime, pour me faire mourir de douleur et de honte ! Tu vivras, entends-tu ? Tu vivras pour me faire maudire le jour où j'ai connu ton père, où j'ai connu ta famille, où j'ai connu ton nom ! Tu vivras pour me faire haïr mon fils, pour me faire haïr ma vie, pour me faire haïr tout ce qui m'entoure ! Tu vivras pour me faire haïr Dieu, qui m'a donné une femme infâme, un fils maudit ! Tu vivras pour me faire haïr ma vie, pour me faire haïr ma vie, pour me faire haïr ma vie !

Lambert, en proie à une fureur inouïe, à un délire effrayant, s'était approché de sa femme, et la secouait violemment par le bras. Antoinette, pâle, glacée, immobile, le regardait avec des yeux fixes, sans proférer une parole, sans faire un mouvement. Elle semblait avoir perdu la faculté de sentir, de souffrir, de vivre.

Lambert, épuisé par cette violente explosion de colère, s'arrêta, et, tombant à genoux, il cacha sa tête dans ses mains, et fondit en larmes.

Antoinette, toujours immobile, le regardait avec une expression de douleur et de pitié infinies. Elle ne pleurait pas, elle ne parlait pas, elle ne faisait pas un geste. Elle était là, debout, comme une statue de marbre, froide, insensible, pétrifiée.

Lambert, après quelques minutes de silence, releva la tête, et, se traînant à genoux jusqu'à elle, il lui prit les mains, et, les couvrant de baisers, il lui dit :

—Pardonne-moi, Antoinette, pardonne-moi ! Je ne sais ce que je dis, ce que je fais ; je suis fou, je crois ! Ah ! pardonne-moi, pardonne-moi ! Tu ne mourras pas, tu ne peux pas mourir ! Tu ne me laisseras pas seul, abandonné, désespéré ! Tu ne me laisseras pas, n'est-ce pas ? Tu ne me laisseras pas ! Tu ne me laisseras pas !

Antoinette, toujours froide et immobile, ne répondait pas.

—Ah ! tu ne me laisseras pas ! s'écria Lambert, avec un accent de désespoir impossible à rendre. Tu ne me laisseras pas ! Tu ne me laisseras pas ! Tu ne me laisseras pas !

Antoinette, sans répondre, sans faire un mouvement, sans donner un signe de vie, se laissa tomber sur le parquet, et resta étendue à ses pieds, comme une morte.

Lambert, en la voyant ainsi, se releva, et, la prenant dans ses bras, il la porta sur un canapé, et, s'asseyant auprès d'elle, il la prit sur ses genoux, et, la pressant contre son cœur, il la couvrit de baisers, de caresses, de larmes.

Antoinette ne donnait pas signe de vie.

—Antoinette ! Antoinette ! lui disait-il, Antoinette, ne me laisse pas ! Ne me laisse pas ! Ne me laisse